

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 52 (1907)
Heft: 12

Artikel: L'initiative des chefs de troupe
Autor: Feyler, F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-338629>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'initiative des chefs de troupe¹

Nos règlements parlent beaucoup d'initiative. Malgré leur conseil, elle n'est pas toujours pratiquée. On espère que l'instruction meilleure des officiers sous le régime de la nouvelle loi militaire favorisera son développement. La plus grande fréquence des manœuvres le permettra sans doute, ainsi que les cours tactiques. Il est utile aussi de collectionner les cas fournis par l'histoire des guerres. Ce sont autant de moyens de plier son esprit à l'exercice de l'initiative, et de former son coup d'œil.

Qu'entend-on par le coup d'œil ? C'est cette qualité qui permet à un chef, quel que soit son commandement :

1° D'apprécier rapidement et sûrement la situation du corps ou de l'armée dont son unité est partie ;

2° D'apprécier la situation particulière de son unité dans l'ensemble ;

3° De discerner sans hésitation l'opération ou la manœuvre que lui dicte cette double situation.

Car le temps n'est plus où un commandant d'armée pensait pour tous et dirigeait personnellement toutes ses troupes sur le champ de bataille. L'accroissement des effectifs et le perfectionnement des armes à feu ont conduit à l'occupation, dans le combat, d'espaces de plus en plus étendus, soit sur le front,

¹ Ouvrages consultés :

Etat-major français : *La guerre de 1870-71*.

Etat-major prussien : *La guerre franco-allemande de 1870-71*.

De Woyde : *L'initiative des chefs en sous-ordre. — Les causes des succès et des revers dans la guerre de 1870*.

Lieutenant-colonel Maistre : *Spicheren. Revue militaire générale*, livraisons de 1907.

Meunier : *La guerre russo-japonaise*.

Lœffler : *La guerre russo-japonaise*.

Colonel R. Weber : *La guerre russo-japonaise. La bataille de Liao-Yang. Revue militaire suisse*, livraison de décembre 1904.

Conférences sur la guerre russo-japonaise, 4^e vol. *La bataille de Liao-Yang*.

soit en profondeur. Il en est résulté les conséquences suivantes :

Les officiers du haut commandement ne peuvent plus tout voir ; ils doivent s'en remettre à leurs sous-ordres du soin de réaliser leurs intentions ;

Le facteur « temps » ou « durée » étant resté le même, tandis que le facteur « distance » se transformait, les rapports des subordonnés destinés à provoquer des ordres arrivent le plus souvent trop tard à l'instance supérieure ;

Tel ordre parti à temps n'a plus sa raison d'être au moment de sa réception, la situation ayant changé pendant la transmission ;

Cet ordre peut même être parvenu à temps, mais au moment de l'exécution la situation se modifie et rend cette exécution inutile ou inopportune.

L'ordre peut aussi n'être pas clair ou incomplet et demander interprétation.

Il peut enfin n'avoir pas été envoyé du tout, soit par oubli, soit par négligence du supérieur, ou, parti, il peut n'être pas parvenu.

Dans tous ces cas, le subordonné doit savoir prendre et appliquer une décision sans en référer, décision conforme aux intentions présumées du chef. Il devra le faire même quand la lettre de l'ordre contredit les intentions qu'il présume et qu'il se donne ainsi l'apparence d'un acte d'indiscipline.

Pour pousser jusque là, l'initiative, — et il est indispensable de savoir la pousser jusque là, — il faut être très sûr de soi, très sûr aussi de l'intelligence militaire de ses chefs et de ses camarades. C'est dire qu'à tous les échelons hiérarchiques doivent régner une instruction et une éducation tactiques développées. Encore une fois, ces qualités s'acquièrent surtout par la pratique. La lecture permet de collectionner des cas d'initiative et des cas d'inertie ; leur souvenir, en de certaines circonstances, sera de quelque secours ; mais l'histoire ne peut davantage. A défaut de l'expérience de la guerre, c'est sur le terrain d'exercice, par les expériences de manœuvres, que l'on s'instruira avec le plus de fruit. Multiplier les occasions d'incertitude et d'erreurs est le mode véritablement efficace de former le coup d'œil et d'inculquer l'esprit de décision.

* * *

Aujourd'hui, c'est l'histoire que nous voulons consulter. Encore faut-il tâcher de le faire intelligemment. Beaucoup d'officiers et d'écrivains ayant observé que les chefs en sous-ordres allemands ont gagné les victoires de 1870 en marchant au canon tandis que les sous-ordres français se faisaient battre en restant stationnaires, en ont conclu que la forme ordinaire de l'initiative était la marche au canon.

Il y aurait beaucoup à dire à ce propos. On peut aussi se tromper en marchant au canon. Un des cas les plus récents, sur lequel les opinions ne sont pas encore faites, est celui du général Orlow, commandant la 54^e division de réserve russe, à Liao-Yang.

Au lendemain de la bataille, la presse encore inexactement renseignée peut-être, a porté sur cet officier un jugement des plus sévères. D'aucuns sont allés jusqu'à faire de lui un lâche qui, après avoir formellement contrevenu à un ordre de son chef et mis sa division dans une situation désespérée, prétexta, pour l'abandonner, une blessure insignifiante.

Pas n'est besoin de brosser un tableau si noir pour expliquer l'événement. Le fait que, ultérieurement, le général Kouropatkine attacha le général Orlow à son état-major prouve que la conduite de ce dernier n'a pas été celle qu'on lui reproche. Il n'a pas commis une lâcheté, tout au plus une erreur d'appréciation et celle-ci a suffi pour contribuer à l'issue malheureuse de la bataille.

On connaît les dispositions du généralissime russe pour la journée du 2 septembre 1904. La I^{re} armée japonaise, sous les ordres du général Kuroki, menaçait d'enveloppement l'aile gauche russe que le XVII^e corps du général de Bilderling avait pour mission de couvrir. Le général Kouropatkine ordonna au I^{er} corps d'armée sibérien de prolonger la gauche du XVII^e, au X^e corps de se placer en deuxième ligne derrière le centre de la première, et à la division Orlow, ou plutôt à une brigade de cette division, arrivée de Moukden au cours de la bataille, de couvrir la gauche du dispositif, vers les hauteurs d'Yentaï.

Que se passa-t-il exactement ? Le général Orlow expose qu'il reçut des ordres manquant de clarté. « Dans l'ordre général, lui télégraphia entre autres le commandant en chef, vous avez pour

mission, si Bilderling n'est pas attaqué, de marcher pour le rallier, et s'il est attaqué, de le soutenir sur son flanc gauche. »

Le 2 septembre au matin, avant qu'il eût obtenu au sujet de cet ordre les éclaircissements qu'il avait demandés, il reçut du commandant de la 35^e division qui appartenait au XVII^e corps une note l'informant qu'un combat avait eu lieu pendant la nuit sur une colline située en face de sa position. Entendant encore du feu de ce côté-là, il conclut que la 35^e division était encore au combat ; il se porta en avant pour la soutenir.

Mais sur ces entrefaites, l'extrême droite japonaise continua son offensive et parvint à s'emparer des hauteurs d'Yentaï qu'Orlow venait de quitter en découvrant par cet abandon le flanc de l'armée qu'il avait pour mission de couvrir. La brigade prise de flanc et à revers tomba dans un complet désordre. Et l'on ajoute que si le général russe était resté en position, et avait tenu jusqu'à midi seulement, il permettait la contre-offensive que le général Kouropatkine méditait contre la 1^{re} armée japonaise éprouvée par plusieurs journées d'une lutte opiniâtre.

Ainsi, le général Orlow aurait eu tort de marcher au canon. Lœffler n'est pas absolument de cet avis.

On doit rendre justice, écrit-il, à l'initiative du général Orlow, bien que son intervention avec des troupes qui venaient juste d'arriver et qui ne se sentaient pas en sûreté en présence d'une situation inconnue d'elles ait abouti à un échec. Le général Orlow savait d'une façon certaine que le XVII^e corps d'armée était désigné pour exécuter à environ un mille de lui, une difficile attaque de front, et il pouvait se dire que, pendant tout le temps qu'il persisterait dans sa marche vers le sud, il assurerait par surcroît la sécurité des corps d'armée qui marchaient derrière lui. Si sa poussée en avant réussissait, elle portait sur le flanc des Japonais dans une direction très efficace, et personne n'aurait alors hésité à considérer l'acte du général Orlow comme un des plus brillants exemples d'initiative d'un sous-ordre et d'admirable appréciation de la situation d'ensemble.

Cela peut être exact. Il n'en ressort par moins de cette discussion et du fait qui l'a motivée, que la marche au canon peut n'être pas un acte de la meilleure initiative et qu'il faut se garder, dans tous les cas, de l'ériger en principe absolu.

Dans le cas du général Orlow, la question reste irrésolue et le procès ouvert. Il en est d'autres où le doute n'est pas permis et de l'examen desquels il résulte clairement que la marche au canon n'est pas nécessairement un acte d'initiative. Elle s'accommode aussi de la paresse d'esprit.

Le 6 août 1870, tandis que le 2^e corps d'armée français, général Frossard, recevait sur les hauteurs de Spicheren l'attaque des I^{re} et II^e armées allemandes, la division Castagny, du 8^e corps (Bazaine) était à Puttrelange, à 17 km. de là. Elle avait été mise par son chef à la disposition du général Frossard.

Dans la matinée, le général Castagny entendit le canon dans la direction de Forbach. Il se mit en route, laissant les sacs au bivouac, pour marcher plus aisément. A 1 h. 30, — il avait parcouru le tiers du chemin environ, — il commande la halte. Peu après, les détonations cessent. Castagny donne l'ordre de reprendre les armes; toute la division fait demi-tour et rentre à Puttrelange. Mais entre 5 et 6 heures du soir, la canonnade recommence. Nouveau départ. La division marche trois heures et arrive à la nuit tombante à 6 km. de Forbach où un officier de l'état-major du général Frossard lui annoncera que tout est perdu.

Sans être un acte d'intelligente initiative, la marche au canon ne répond pas toujours à un aussi complet automatisme. La bataille de Borny, le 14 août 1870, en fournit un témoignage.

Le 12, l'empereur Napoléon avait remis au maréchal Bazaine le commandement de l'armée de Lorraine, composée des 2^e, 3^e, 4^e, 6^e corps d'armée et de la Garde. Cette armée avait pris position à l'est de Metz, sur la rive droite de la Moselle. Convenait-il d'accepter la bataille en ce point ?

La I^{re} armée allemande, général Steinmetz, forte des I^{er}, VII^e et VIII^e corps d'armée, avait suivi de front la retraite française, tandis que la II^e armée, gagnait de vitesse dans une poursuite parallèle sur le flanc droit de l'ennemi, s'emparait des passages de la Moselle en amont de Metz, jetait ses premières troupes sur la rive gauche, et amorçait cette conversion vers le nord qui devait la conduire à l'investissement de la place en même temps qu'à l'enveloppement de l'armée de Lorraine.

Le transfert du commandement français avait ajouté à l'indécision qui régnait dans l'état-major. Cependant, sur les instances de l'empereur, Bazaine se résolut à la retraite. Mais l'esprit occupé de détails accessoires, il ajourna l'exécution de plusieurs heures. Le 14 au matin seulement, les troupes commencèrent à passer sur la rive gauche de la Moselle pour gagner Verdun. Il n'y avait plus une minute à perdre.

Toute la journée le défilé, d'ailleurs très mal ordonné, se

poursuivit sur les ponts de la rivière. Mais à 3 h. 30 après midi survint un nouvel événement.

Pendant la matinée, les Allemands n'avaient témoigné aucune intention d'offensive. Le général Steinmetz avait reçu l'ordre du grand quartier général de marquer le pas pour laisser la II^e armée gagner du champ, et il était fermement résolu à suivre cet ordre à la lettre. Il devait seulement, aux termes de celui-ci, pousser des avant-gardes pour observer si l'ennemi se retirait ou passait à l'offensive.

Une de ces avant-gardes, la 26^e brigade, commandée par le général von der Goltz, constata un mouvement de retraite des Français. Son chef estima qu'il convenait d'entraver cette opération, qu'il suffisait que l'adversaire jugeât utile de se replier pour lui imposer une volonté contraire. Il invita ses camarades des unités voisines et pria ses chefs de l'appuyer, et lança résolument son monde à l'attaque.

A ce moment, le 3^e corps français, la garde et la 2^e division (Grenier) du 4^e corps (Ladmirault) étaient encore sur le plateau de Borny. Les deux autres divisions de ce dernier corps avaient gagné Metz et attendaient l'écoulement du 6^e pour le suivre sur la route de Gravelotte.

Bientôt, la bataille fut engagée sur tout le front de la position. Le 3^e corps et la division Grenier tenaient bon devant les I^{er} et VII^e corps prussiens. Mais le général Ladmirault ne sut pas résister à la tentation de marcher au canon; il commanda le demi-tour à ses deux divisions de Metz et les reporta sur la rive droite de la Moselle.

Cette intervention ne pouvait exercer et n'exerça aucun effet sur la suite des événements puisque, en tout état de cause, il fallait rompre le combat et se hâter sur Verdun. Ce fut un sacrifice de vies inutile. La résolution du général Ladmirault ne répondait pas à la situation générale.

Celle des généraux allemands y répondait mieux. Sans doute, on peut discuter son absolue opportunité. L'ouvrage de l'état-major prussien la blâme à mots couverts, tout en s'appliquant à ne pas décourager des sentiments qui renferment le germe de résultats féconds. Il s'efforce manifestement d'accorder la chèvre avec le chou. Il estime surprenant que la bataille ait pu s'engager alors qu'il n'était pas dans les intentions du commandant en chef de la I^{re} armée d'aborder les Français dans la zone même

de la place, et il ajoute qu'une attaque improvisée comme celle des sous-ordres allemands ne laisse pas que d'avoir des inconvénients. Mais il estime aussi que cette attaque a été amenée par un sentiment logique : arrêter l'adversaire sous Metz pour faciliter le mouvement débordant de la II^e armée par la rive gauche de la Moselle.

L'ouvrage de l'état-major français a objecté à l'initiative des sous-ordres allemands la proximité des forts sous les canons desquels les troupes françaises auraient pu se replier facilement en refusant le combat, et, de là, poursuivre leur passage sur la rive gauche sans être autrement inquiétées.

C'est exact, mais dans ce cas, les Allemands en eussent été quittes pour interrompre leur offensive sur le front. Ils n'en devaient pas moins se ménager la chance de retenir l'ennemi. Or, en fait, ils l'ont retenu, puisque non seulement le 3^e corps a accepté la bataille sur ses positions, mais que le 4^e a rétrogradé pour y prendre part.

L'état-major français fait encore observer que même sans l'attaque allemande, la retraite française ne se serait pas opérée plus lentement ; cette lenteur a été causée par les instructions défectueuses du maréchal Bazaine, attribuant une seule route d'écoulement à tous ses corps d'armée.

C'est encore exact, mais les généraux allemands ne pouvaient s'en remettre de leurs succès à l'incapacité du maréchal Bazaine. L'état-major français le reconnaît d'ailleurs lui-même en fort bons termes : « Le général de Golz, écrit-il, ne pouvait raisonnablement supposer que la retraite s'effectuerait dans des conditions invraisemblables et aussi désastreuses pour nous. »

Pour que l'objection tirée par l'état-major français des ordres défectueux du commandant en chef fût fondée, il faudrait encore établir qu'une retraite bien organisée eût invité les commandants des 3^e et 4^e corps d'armée à ne pas accepter la lutte. Mais même, s'il en avait été ainsi, on ne saurait faire un reproche aux chefs allemands de s'être appliqués à ralentir l'opération de leur ennemi.

*
* *
*

Il n'est pas inutile de mettre en présence de ces cas d'initiative d'autres cas où des chefs ne surent pas prendre la responsabilité d'agir. La guerre de 1870 ne laisse à cet égard, que

l'embarras du choix. Le haut commandement français avait si bien l'habitude de tout prescrire, jusqu'aux moindres détails, à ses sous-ordres, que ceux-ci en étaient devenus incapables d'aucune résolution. Faut-il rappeler ce trait typique et point isolé de Mac Mahon, ajoutant à l'ordre donné à la division Douay de prendre position sur les hauteurs de Wissembourg qu'il irait voir le lendemain s'il convenait qu'un bataillon de cette division occupât la ville ? C'est un exemple entre mille du caporalisme qui faisait le fond de l'éducation militaire de l'officier français.

Dès cette journée de Wissembourg, la première où les belligérants prirent sérieusement le contact, on put juger d'un des travers du commandement français. Tandis que le général Abel Douay était écrasé au Geissberg, à huit kilomètres de là, près de Climbach, un régiment de sa division avec un escadron de hussards demeurait l'arme au pied, sans avoir l'idée d'envoyer un cavalier aux renseignements. Il attendait des ordres. Il entendait pourtant le bruit de la bataille ; et non seulement il entendait, mais il voyait :

« Par les éclaircies, dit l'historique du régiment — le 78^e de ligne, — ou en montant sur les arbres, on distinguait parfaitement les jets de fumée, et, avec la lunette les mouvements de l'ennemi au delà de la ville... »

Et plus loin :

« L'attaque ennemie se prononce plus particulièrement sur la droite et s'étend bientôt sur toute la ligne. On distingue à l'œil nu les mouvements des adversaires... »

Mais le régiment ne bougea pas.

Des faits analogues se sont produits, du côté français, dans presque toutes les batailles de 1870. On en a conclu, tant ils paraissent invraisemblables, à une jalousie entre chefs allant jusqu'à se refuser réciproquement un concours, de propos délibéré. Plus que la jalousie, le système d'instruction et d'éducation militaires fut le coupable. Sans ordre, personne ne bougeait parce que personne ne réfléchissait. Et quand les ordres arrivaient, nul n'avait l'idée de les interpréter. La lettre suffisait.

Un exemple frappant est fourni par le général Cremer à la Lisaine. Le colonel Ed. Secretan, dans son *Armée de l'Est*, raconte cet incident comme suit :

La division Cremer avait l'ordre de passer la Lisaine à deux kilomètres en amont de Changeay, s'il était possible, et de marcher de ce point sur Echevans

et Mandrevillars. Cet itinéraire laissait Chenebier sur sa gauche et obligeait la division à une marche de flanc devant un ennemi en position. D'autre part, les ordres généraux portaient que la division devait opérer un mouvement tournant à l'extrême aile gauche de l'armée. Il fallait donc pour déborder par le Nord l'aile droite du général de Degenfeld, que Chenebier fut attaqué. Il semble que l'esprit dans lequel l'ordre général était conçu devait ici prévaloir, d'autant plus que le texte n'imposait l'itinéraire prescrit que pour autant qu'il paraîtrait possible de le suivre. S'il avait quelque doute, le général Cremer devait signaler à son chef, dès Etobon, l'occupation de Chenebier et attendre. Rien n'eût été compromis par cet arrêt, puisque l'aile droite allemande ne fut renforcée que vingt-quatre heures plus tard, dans la nuit du 16 au 17 janvier.

Au lieu de marcher avec sa division droit aux trois bataillons de l'ennemi et de les bousculer pour s'ouvrir la route de Belfort, ce qui était incontestablement son devoir ; au lieu d'aviser son chef de la situation tactique et d'attendre des instructions nouvelles, le général Cremer préféra suivre la route que lui traçait la lettre de l'ordre. Il dirigea donc sa division, non pas sur Chenebier occupé, mais sur le grand bois de la Thure, défilant de flanc, à travers un marais gelé, devant l'artillerie ennemie, en position à moins d'un kilomètre. Le général Cremer pouvait encore, à cette heure décisive, corriger l'erreur commise par l'état-major de l'armée dans la disposition générale du plan de bataille. Il le devait, sachant fort bien que sa mission était de déborder l'aile droite ennemie. Il n'en fit rien, et sans avertir en temps utile ses supérieurs aggrava lourdement la faute initiale.

Cette inertie du raisonnement, provoquée par la crainte d'assumer une responsabilité, s'est manifestée de diverses façons au cours de la guerre. La bataille de Forbach nous en a laissé un témoignage significatif.

Nous avons signalé déjà la conduite du général Castagny réglant automatiquement sa marche en avant ou en arrière sur le bruit ou sur le silence du canon. Encore faut-il reconnaître qu'il a fait quelque chose de son propre mouvement.

On n'en peut dire autant des trois autres divisionnaires du 3^e corps.

Ils étaient, eux aussi, à proximité du champ de bataille. La division Montaudon, à Sarreguemine, n'avait que 14 kilomètres à parcourir. Mais son chef attend un ordre pour marcher. L'ordre arrive à 2 h. 40. A ce moment, le général est en reconnaissance ; son remplaçant n'ose prendre sur lui de donner le signal du départ. Ce n'est qu'à 3 h. 30, après que l'on a trouvé le général que les dispositions nécessaires sont prises. Encore le sont-elles si lentement que la division ne s'ébranlera qu'à 5 heures du soir. La marche, à son tour, s'effectue avec la plus grande hésitation, si bien que la division n'arrivera près de Forbach que pour se joindre à la retraite.

La division Metman, entre Marienthal et Mettenberg, est plus rapprochée encore du champ de bataille. Vers la fin de la matinée, elle entend le canon. Son chef devient perplexe. A ceux de ses officiers qui l'engagent à se porter en avant, il répond qu'il n'a pas d'ordres. L'appel du général Frossard ne l'atteint qu'à 7 h. 30 du soir. Comme Castagny, comme Montaudon, Metman arrivera trop tard.

Quant à la division Decaen qui est à St-Avold avec Bazaine en personne, elle n'a fait qu'envoyer un régiment très tard, sur la réclamation expresse du commandant du 2^e corps d'armée.

Ainsi quatre divisions à proximité immédiate du champ de bataille laissent écraser 30 000 hommes par un ennemi qu'elles auraient pu et dû battre !

Ce n'est pas que du côté allemand on ne trouve aussi des exemples de ce genre, mais ils sont rares. L'un d'eux nous est fourni par le général de Weltzien, commandant de la 15^e division du VIII^e corps.

La bataille avait commencé par une attaque inconsidérée, dont il sera question plus loin, de la 14^e division, général de Kameke. Celle-ci se trouva seule, pendant plusieurs heures, aux prises avec un ennemi supérieur. La 15^e était à proximité, à 11 kilomètres environ. Son chef se dit que s'il faut marcher, il en recevra sans doute l'ordre du commandant de corps dont le quartier n'est qu'à quatre kilomètres. De là-bas, sûrement, on entend aussi le canon. Et le divisionnaire reste en place. En réalité, l'ordre était parti, mais il n'arriva pas, ou du moins très tardivement.

Le général de Weltzien mourut d'une maladie au cours de la campagne. Son commandant de corps, général de Gœben, en prit vite son parti. « C'était, écrivit-il, un brave homme, très honorable, intelligent ; mais ce n'était pas un soldat, ce n'était pas un chef. La force d'âme, l'énergie lui manquaient. Il vaut mieux pour lui qu'il soit mort. »

Le général de Weltzien peut être mis sur le même pied que les divisionnaires français. On constate, chez lui comme chez eux, le même défaut d'initiative, qui se traduit non seulement par l'absence de résolution, mais même par l'omission de se renseigner personnellement. Il reste collé à sa troupe ; il entend le canon, mais il n'a pas l'idée d'aller voir, ou d'envoyer au moins quelqu'un qui l'informerait.

Cette attitude jure avec celle de ses camarades.

Le général de Kameke, s'est lancé à l'attaque des hauteurs de la Sarre, fort inconsidérément. En vertu de l'ordre du grand quartier général, la rivière n'aurait dû être franchie que le 9 août; mais l'esprit jaloux du général de Steinmetz lui a fait presser la marche de ses corps. Il entend devancer la II^e armée. L'avant-garde de la 14^e division est arrivée à Sarrebrück le 6 au matin. Elle a trouvé les ponts intacts et les hauteurs qui les commandent sur la rive ennemie peu occupées au dire des rapports de reconnaissance. D'autres comptes-rendus prétendent que les Français battent en retraite, qu'à la gare les trains emmènent leurs troupes sous la protection de faibles arrière-gardes. Il n'en faut pas davantage pour inviter le général de Kameke à engager sa division. Comme huit jours plus tard, à Borny, le général von der Golz, il estime de son devoir d'entraver le mouvement rétrograde de l'ennemi.

Mais les deux situations ne sont pas les mêmes. Quand le général von der Golz attaquera à Borny, il saura qu'à proximité immédiate il trouvera le concours des troupes voisines et il a soin de les prévenir. Le général de Kameke n'en peut dire autant et il ne prévient personne, à peine son chef qui est loin en arrière. Si, néanmoins, il fonce si résolument sur l'adversaire, c'est qu'il croit celui-ci fort inférieur et désireux d'éviter une lutte.

La réalité est tout autre. C'est le II^e corps au complet du général Frossard qu'il trouvera sur les hauteurs de Forbach. Un ennemi moins inerte lui ferait passer un fort mauvais quart d'heure. Mais c'est ici que nous allons prendre sur le vif l'esprit de camaraderie et d'initiative des chefs allemands. Favorisés par la passivité de l'adversaire, ils vont corriger l'erreur commise par l'un d'eux.

Trois corps d'armée marchaient sur Sarrebruck comme direction générale. A droite, le VII^e, général de Zastrow, en deux colonnes : 13^e division, à droite; 14^e, à gauche. Au centre, le VIII^e corps, général de Gœben, également en deux colonnes : 15^e division, général de Weltzien à droite; 16^e, général de Barnekow, à gauche. Les VII^e et VIII^e corps formaient la I^{re} armée sous les ordres du général Steinmetz. A gauche du VIII^e corps s'avancait le III^e, général d'Allvensleben, appartenant à la II^e armée. La 5^e division, général de Stulpnagel, venait en

tête, sa 9^e brigade, général de Døring, à droite, la 10^e à gauche.

En cours de route, la 14^e division a pris de l'avance. Au moment où elle traverse la Sarre à Sarrebruck, elle a derrière elle le III^e corps dont elle a emprunté la route, la tête de colonne de ce corps la plus rapprochée, constituée par la brigade de Døring, se trouvant à 6 à 7 km. en arrière. A la droite de celle-ci, et à 3 km. environ plus en arrière, stationnait l'avant-garde de la 16^e division. Les gros étaient échelonnés sur les routes de marche. Presque partout, les troupes avaient terminé l'étape.

Mais au premier coup de canon, les chefs prennent les devants. Le général Døring, désireux de s'orienter sur la marche future de sa colonne, est même depuis longtemps en avant ; il occupe un point d'observation sur les hauteurs au delà de la Sarre. De là, il voit l'avant-garde de la 14^e division passer les ponts et se déployer. Instantanément il envoie un de ses officiers chercher la brigade et il rend compte à son divisionnaire, le général de Stulpnagel. Celui-ci, non seulement l'approuve, mais lui aussi alarme sa division, et monte à cheval pour prendre les devants à la tête de deux escadrons et de sa batterie légère. Il informe le général de Kameke de sa prochaine arrivée.

Quand il arrive sur les hauteurs de la rive gauche, il trouve le général de Gœben qui est accouru, lui aussi, en entendant le canon. Le général de Gœben voit le combat s'engager et galope en arrière pour chercher ses troupes. Mais le commandant de la 16^e division, général de Barnekow, n'a pas attendu son chef pour se mettre en route. Il arrive à la tête de son avant-garde. Le reste suivra. Puis, comme le combat croît en violence, le général de Gœben se décide à appeler encore sa 15^e division. On a vu plus haut que l'ordre n'atteignit pas celle-ci à temps.

Cependant, au III^e corps, le général d'Allvensleben a reçu de son subordonné de la 5^e division, général de Stulpnagel, l'avis qu'il marchait au soutien de la 14^e division avec toutes les troupes qu'il peut appeler. Sans plus tarder, le commandant de corps agit de même. Il télégraphie de tous côtés aux troupes de se mettre en marche ; il leur télégraphie directement ; il court au plus pressé ; les généraux seront avisés ensuite. Voici un de ces télégrammes ; il est typique ; il est adressé au colonel du 52^e régiment :

« 14^e division au combat au sud de Sarrebruck. La 9^e bri-

gade y marche. Partez de suite pour Sarrebruck avec votre régiment. S'il y a de l'artillerie dans vos parages, emmenez-là. »

En trois quarts d'heure, le général d'Allvensleben a télégraphié au commandant du 12^e régiment, à celui du 52^e, au général commandant la brigade formée de ces deux régiments, à la 6^e division, à l'artillerie de corps, au général de Stulpnagel pour approuver ses décisions, à son commandant de la II^e armée auquel il rend compte. Enfin, il n'oublie pas non plus son camarade du VIII^e corps voisin, général de Gœben, à qui il télégraphie :

« 14^e division au combat contre une division, ou plus, au sud de Sarrebruck. 5^e division va à son secours, avec tout ce qu'elle a sous la main. Je pars moi-même sur l'heure pour Sarrebruck. »

*
* *
*

Telles furent, mises en présence, l'attitude des généraux allemands et celle des généraux français. S'étonnera-t-on que la victoire ait souri aux premiers et qu'elle ait trahi les seconds? L'activité des uns a pallié les fautes commises ; la passivité des autres les a exagérées. Chacun a été traité selon son mérite.

F. FEYLER, lieut.-col.

